

Relevé de décision de la CAP du 30 septembre 2005

Ont été inscrits au tableau d'avancement à l'échelon spécial

Bernard Brodu, Romain Marcet, André Alessio, Gérard Dorival, Régis Bertogli, Jean-Claude Leclerc.

Ont été inscrits au tableau d'avancement au grade d'inspecteur principal

Jean-François Coquand, Martine Carrère-Biscaye, François Laco, Michel Delagrée, Martine Mouzat, Christian Girard, Anne Dambeza, Catherine Roncier, Christian Villar, Jean-Pierre Pouille.

Ont été inscrits au tableau d'avancement de la deuxième à la première classe du grade d'inspecteur

Alain Bailly, Alix Barboux, Jean-Philippe Berlemont, Daniel Bertrand, Pierre-Philippe Campocasso, Hervé Carrère, Pierre Charrier, Antoine Deschamps, Frédéric Fournet, Michel Godard, Philippe Kairis, Damien Kleinmann, Jérôme de Micheri, Yves Laffont, Claudie Madrach, Marie-Claire Moreau, Didier Planson, Nicolas Rémond, Gilbert Soyer, Claudine Terrassier, Jean-Luc Thevenon, Anne Schirrer, Zbiegniew Raszka, Bénédicte Villar.

Liste complémentaire :

Michel Buttolo, Jean-Louis Santoni, Gérard Touchet.

Par ailleurs, Brigitte Frattini est nommée à la Direction des Sports ; Mireille Guyonnaud, Annie Giraudet et Monique Finas-Reille ont été intégrées dans le corps des inspecteurs de la Jeunesse et des Sports après trois ans de détachement.

Affaires corporatives (suite)

Fonctionnement des CAP

Les échanges entre l'Administration et les représentants des personnels (RP) lors de la CAP du 21 décembre ont amené ceux de l'UNSA-éducation à adresser au DPA et à l'Inspection générale la lettre suivante, datée du 23 décembre.

« Monsieur le Directeur,

Lors de la commission administrative paritaire (CAP) du 21 décembre 2005, vous avez rappelé aux représentants des personnels que l'administration n'était pas contrainte par des obligations réglementaires de soumettre à l'avis de la CAP les propositions de détachement sur emploi fonctionnel. Nous n'avons pas contesté ce point et faisons les observations suivantes.

Cette pratique, non spécifique à notre administration, est ancienne et fait partie des habitudes de dialogue social de ce ministère. Envisager de la supprimer, ce qui était la menace implicite de vos propos, n'améliorera pas le climat de dialogue social interne, particulièrement indigent actuellement. S'agissant des personnels d'inspection, détachés sur emploi pour environ un tiers d'entre eux, ce serait se priver pour une part significative d'entre eux d'un éventuel échange de vues à partir d'éléments apportés par les représentants de l'ensemble de ces personnels qui ont été élus pour assumer réglementairement cette fonction.

Quoi qu'il en soit, cela n'empêchera pas ces représentants des personnels ni leurs syndicats de vous faire connaître leurs analyses des décisions prises par le Ministre, qui ne sont pas influencées par les votes individuels, comme l'expérience le prouve. Il est sans aucun doute bien préférable que l'expression de ces analyses soit faite en séance, ce qui permet un minimum d'échange.

A ce titre, nous attirons une nouvelle fois votre attention sur l'absence d'orientations générales claires en matière gestion prévisionnelle des ressources humaines (GPRH), notamment pour ce qui est des person-

-nels d'inspection, en contradiction avec les engagements que vous aviez pris avec nous voici deux ans, engagements non tenus à ce jour, comme en contradiction avec les justifications de la réforme de l'administration centrale annoncées par le Ministre lui-même.

Cela s'est concrétisé une nouvelle fois à propos des postes de directeur régional adjoint (DRA). Sont-ce obligatoirement des deuxième ou troisième postes pour des directeurs départementaux (alors que le décret du 25 février 1994, toujours en vigueur, précise qu'ils sont notamment chargés des affaires départementales, et que ces départements chef-lieu de région sont parfois de dimension modeste) ? Sont-ils objectivement attractifs pour être des deuxième ou troisième postes de direction ? Sont-ce des postes suffisamment et fréquemment promotionnels ?

L'analyse des situations existantes et passées peut mettre en évidence des situations illustrant des orientations diverses ou contradictoires.

Nous continuons à demander la mise en place d'une vraie réflexion sur les règles générales de déroulement de carrière, plus importante selon nous que les votes individuels en CAP. Nous avons suffisamment de sens pratique et d'expérience des responsabilités pour admettre que ces règles générales peuvent souffrir occasionnelle-

Affaires corporatives (suite)

occasionnellement d'exceptions, si elles sont justifiées et pas trop nombreuses.

Le contexte actuel est en effet marqué par l'absence d'orientations générales - ce qui est peu mobilisateur, voire déstabilisant pour les personnels concernés - ou par l'affirmation de règles conjoncturelles contredites par les décisions antérieures, ce qui est pernicieux.

Les obligations supplémentaires de mobilité, imposées maintenant par l'administration pour les chefs d'établissement, contre l'avis des représentants des personnels - obligations ayant aussi vocation à s'imposer aux chefs de services déconcentrés, selon l'argumentaire de présentation du décret du 25 septembre 2005 - rendent à notre avis encore plus nécessaire la définition de schémas généraux de déroulement de carrière.

Nous désapprouvons par ailleurs les trop nombreux et pas toujours nécessaires mouvements complémentaires en cours d'année, notamment parce qu'ils risquent de ne pas être opérationnels (nous faisons cette hypothèse pour le poste de DRA du Centre, qui va demeurer encore vacant et aurait pu être pourvu).

Nous rappelons enfin notre souhait d'une démarche prospective et positive de l'administration, suffisamment en amont des opérations de mouvement, auprès des collègues qu'elle estime susceptibles de prendre des responsabilités de niveau supérieur, en référence à ces règles générales de déroulement de carrière. L'analyse des entretiens individuels qu'elle mène actuellement met plutôt en évidence, au mieux, qu'elle est peu capable de s'engager, ou qu'elle n'exprime pas clairement ses réserves.

Nous vous confirmons de nouveau notre disponibilité pour participer à une vraie réflexion sur les règles générales de déroulement de carrière des personnels d'inspection et de direction, si vous le souhaitez, et vous prions de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de notre haute considération. »

*Pour les représentants des personnels
de l'UNSA-éducation,
Michel CHAUVEAU*

En outre, le SEJS est intervenu le même jour pour dénoncer le malthusianisme de l'Administration pour l'accès à certains em-

« L'instruction n° 05-244 JS du 21 décembre 2005 informe les personnels de la vacance d'un poste de directeur et de deux postes d'adjoints au titre de la préparation olympique et paralympique. Les annexes précisent dans la rubrique « niveau de l'emploi » que les candidats à ces postes doivent appartenir au corps des CTPS.

Le syndicat de l'encadrement de la jeunesse et des sports (SEJS) s'étonne de cette condition restrictive, et la déplore. Elle n'était pas nécessaire eu égard à la décision que prendra le Ministre. Elle est en contradiction avec les orientations générales actuelles du ministère chargé de la Fonction Publique, visant à distinguer grade et emploi. Elle est particulièrement malvenue dans la mesure où les décisions de l'administration indiquées lors de la CAP du même jour réservent deux emplois sur quatre de directeur départemental à des personnels n'appartenant pas au corps de l'inspection.

Le SEJS rappelle que plusieurs inspecteurs sont ou ont été directeur technique national (DTN), et remplissent d'autres conditions de candidature, certains dans des disciplines olympiques. Il déplore que leur candidature ne puisse être recevable. »

Évaluation des Inspecteurs de la Jeunesse et des Sports

Sous la signature d'Isabelle BECU-SALAÜN, secrétaire générale adjointe, et de Laurent de LAMARE, responsable de la commission « Statuts et carrières », le SEJS a adressé au DPA la lettre suivante en octobre dernier. Il a souhaité qu'une réunion organisée en décembre sur un autre sujet soit l'occasion de faire le point sur l'avancée de ce dossier. La DPA a fait savoir qu'elle n'était pas encore prête ... Encore un dossier qui traîne.

« Monsieur le Directeur ,

Comme suite à la réunion du 19 septembre relative à l'évaluation des inspecteurs de la jeunesse et des sports, et à votre demande, nous vous faisons part de nos avis sur ce sujet.

Nous réaffirmons nos analyses et nos demandes figurant dans notre lettre du 23 mars 2005.

Nous ne partageons pas votre analyse (note DPAB-ALM-190905) consistant à laisser entendre (cf. son § 2) qu'au motif que « la contestation de la notation n'est pas transposable à l'évaluation » aucun recours contre tout ou partie de l'évaluation n'est ni prévu, ni permis.

Quoi qu'il en soit, la CAP étant la « commission » prévue à l'article 18 du titre IV du décret du 29 avril 2002, nous réaffirmons notre position énoncée en séance, le 19 septembre.

A défaut de prévoir une procédure de recours, la commission (la CAP) doit disposer des mêmes éléments d'information que l'administration pour pouvoir délibérer valablement. Nous demandons donc que la copie des documents d'évaluation soit intégralement transmis aux représentants des personnels.

Nous réaffirmons par ailleurs notre attachement à la mise en place d'une procédure d'évaluation. Pour qu'elle soit satisfaisante, elle doit notamment passer par l'élaboration d'un référentiel professionnel, ce que l'administration est invitée à faire dans le cadre des réformes engagées récemment par le ministère chargé de la Fonction Publique. Ce référentiel peut servir de cadre à la fiche d'évaluation. Il doit être décliné en fonction de la fiche de poste de l'agent, et de l'estimation prévisionnelle de la répartition de son temps de travail sur ses différentes missions, dont celles qu'il peut exécuter pour d'autres autorités (comme l'administration centrale, par exemple les missions d'inspecteur coordonnateur).

Cette démarche d'évaluation doit aussi être accompagnée de formation des évaluateurs. »

Affaires corporatives (suite)

Formation initiale des Inspecteurs de la Jeunesse et des Sports

La Délégation à l'Emploi et aux Formations (DEF 3) a associé, sans doute un peu tardivement, mais avec une réelle volonté de dialogue, les représentants des personnels d'inspection au projet d'arrêté relatif à la formation initiale des inspecteurs. Vous trouverez ci-après la synthèse des propositions du Bureau National, coordonnées par Laurent de LAMARE, responsable de la commission « Statuts et Carrières », adressée à DEF 3 début décembre 2005.

Florence GIRAUD et Laurent de LAMARE ont participé à la réunion avec DEF 3 le 21 décembre 2005. Un compte rendu sera fait ultérieurement.

Art. 1 : Le SEJS souhaite que la première affectation soit effectuée dans un service déconcentré. Un établissement nous paraît trop spécifique pour une première affectation.

Art. 5 : Le SEJS demande qu'il soit spécifié dans l'arrêté que le conseiller de formation est un inspecteur de la Jeunesse et des Sports titulaire (comme indiqué dans le projet d'instruction).

Art. 7 : Le SEJS n'est pas opposé à la désignation de personnalités qualifiées à condition que l'instruction apporte des précisions sur ce point. En interne au MJSVA il ne peut s'agir que d'inspecteurs de la Jeunesse et des Sports. Mais il peut également être fait appel à des personnalités extérieures au MJSVA, choisies en fonction de leurs compétences. Cette dernière hypothèse paraît préférable. Ces personnalités qualifiées pourraient être des « experts extérieurs » choisis sur une liste nationale plutôt que localement et suivre plusieurs stagiaires pour assurer une cohérence d'ensemble et une neutralité.

INSTRUCTION

I - B : Objectif

Compte tenu des missions statutaires des inspecteurs (cf. art.3 du statut) le SEJS demande que les termes « encadrement des structures et management des personnes » soient remplacés par « exercice des fonctions d'encadrement dans les services ».

- C : Modalités d'organisation

1) L'alternance

Le SEJS est très favorable à la modulation du cursus sur la base de 80 jours +/- 20 jours compte tenu des nouvelles modalités de recrutement.

En ce qui concerne l'étude opérationnelle le SEJS est favorable à un mode de réalisation collectif et non pas individuel.

2) Individualisation de la formation

Les actions de formation nécessitant une prise en charge financière doivent être présentées pour accord préalable au directeur régional (et non pas au conseiller régional de formation).

II – Les acteurs de la formation

D – Le conseiller de formation : Il doit être choisi dans un service différent du service d'affectation du stagiaire de façon à pouvoir jouer pleinement son rôle sans interférence directe avec le directeur de stage.

Il doit participer à la commission d'évaluation finale, conformément à ce qui est indiqué dans le projet d'arrêté (il y a contradiction sur ce point entre le projet d'arrêté et le projet d'instruction sur ce paragraphe).

III – Évaluation de l'année de stage

Évaluation finale : Pour les personnalités qualifiées, se référer aux remarques sur l'art.7 du projet d'arrêté. L'arrêté et l'instruction doivent être en cohérence sur ce point.

Échéancier : L'échéancier proposé pour 2006 n'est pas compatible avec la tenue d'une CAP avant la fin de l'année civile. Les stagiaires doivent connaître leur situation, donc après la CAP, au minimum un mois avant la fin de leur période de stage.



Affaires corporatives (fin)**Renouvellement des détachements des
Chefs d'établissements**

Alerté par le conseil permanent des chefs d'établissement (CPCE) le secrétaire général du SEJS, après consultation de sa section thématique nationale « chefs d'établissement », a adressé au DPA le 6 décembre la lettre suivante, confirmant les propos qu'il a tenus lors de l'entretien tenu le 1^{er} décembre.

« Monsieur le Directeur,

Lors de notre entretien du 1^{er} décembre dernier, j'ai évoqué les conditions de renouvellement de détachement des chefs d'établissement, compte tenu des dispositions du nouveau décret de 2005.

Vous m'avez confirmé que, s'agissant des directeurs adjoints, la durée de leur renouvellement serait plafonnée à dix ans dans le même poste, conformément aux dispositions du décret antérieur. Pour ce qui est des directeurs, vous m'avez indiqué qu'il n'avait pas été annoncé officiellement de durée « plafond », et que le décret maintenant en vigueur ne prévoyait pas de disposition spécifique, ce qui, vous en avez convenu, était un peu « gênant ».

Néanmoins vous m'avez indiqué que l'administration ferait preuve de « souplesse et de compréhension », dans le cadre d'un « traitement individualisé » des situations, notamment au regard du mouvement principal de l'an prochain.

Nous ne doutons pas de la sincérité de votre engagement mais, comme il se situe pour l'instant au niveau des principes, nous veillerons avec vous à son application lors des réunions que vous organiserez à cet effet, en vous demandant également que ce traitement soit fait en toute équité. »

Isabelle BECU-SALAÜN, secrétaire générale adjointe, a adressé à l'administration la lettre suivante, le 29 novembre dernier.

Journée de Solidarité

« Monsieur le Directeur,

J'ai été informée par courrier en date du 24 novembre, d'une réunion du groupe de suivi ministériel ARTT le 30 novembre portant exclusivement sur les modalités de mise en œuvre de la journée nationale de solidarité.

Les organisations syndicales UNSA-éducation ont eu l'occasion de réaffirmer lors de la séance du CTPM du 23 novembre que les personnels d'inspection, techniques et pédagogiques relèvent de l'article 10 et donc d'un volume horaire annuel forfaitaire qui a d'ores et déjà été majoré.

Par conséquent leur solidarité vis à vis des personnes âgées et handicapées ne saurait être traduites par l'identification d'une journée prédéfinie, qui par ailleurs réduit les possibilités d'organisation de manifestations à ces dates, sportives notamment, et c'est bien le paradoxe.

Je vous remercie de bien vouloir prendre en compte ces remarques lors de la réunion à laquelle nous ne pourrions être présents compte tenu des délais de convocation. »

Vie Syndicale**Élections aux sections thématiques nationales**

Les statuts du SEJS prévoient la possibilité de création de sections thématiques nationales. Ont été élus, pour la section thématique nationale des directeurs régionaux : **Michel THOMAS**, titulaire – **Jean-Jacques BONHOMME**, suppléant.

Pour la section thématique nationale des chefs d'établissements, ont été élus : **Philippe CHAUSSIER**, titulaire – **Brigitte ASTIER-CHAMINADE**, suppléante.

La section des retraités a élu **André AUGÉ**, titulaire – **Rémi VIENOT**, suppléant, lors de son assemblée générale du 20 octobre 2005. Félicitations aux nouveaux élus, qui rejoignent le Bureau National !

La mise en place des sections régionales et l'élection de leurs délégués titulaires et suppléant auront lieu au début de 2006.

Le Bureau National, lors de sa réunion du 1^{er} décembre, a décidé d'expérimenter une « tribune libre » sur les faits de société sur lesquels il est important d'échanger syndicalement.

Gilbert BARRILLON, Inspecteur Général Honoraire, ancien Secrétaire Général du Syndicat, qui nous a fait l'amitié et le plaisir d'honorer de sa présence notre congrès, nous a adressé l'article suivant. C'est avec plaisir que nous le publions.

Tribune Libre

DES ASSOCIATIONS ET DES POUVOIRS PUBLICS



La loi du 1^{er} juillet 1901 a ouvert un espace de liberté puisqu'elle a permis la création sans contraintes de « conventions par lesquelles deux ou plusieurs personnes mettent en commun de façon permanente leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que partager des bénéfices. »

Depuis plus de cent ans, des associations existent et, aujourd'hui, pour la première fois, un ministère est, par son titre, en charge de ce secteur. Quel sens peut-on donner à un tel affichage ?

Quel peut être le rôle de la puissance publique dans un tel domaine ?

Certes, l'administration pourrait encourager les responsables associatifs à respecter les dispositions que eux-mêmes ont inscrites dans leurs statuts, ce qui serait déjà un progrès important. L'État pourrait aussi demander à chaque association de mettre en évidence ses buts et les conditions de son fonctionnement afin d'éclairer les usagers (rappelons que la loi ne prévoit pas l'obligation d'un fonctionnement démocratique).

La commémoration de la loi a offert l'occasion de mettre en valeur la place importante de la gestion assumée en France par les associations : chiffres d'affaires et quantité d'emplois ont été publiés et largement commentés, alors que ces critères, ainsi d'ailleurs que le nombre d'association et l'effectif des adhérents n'ont que peu de sens.

La justification de l'intervention de l'État ne s'explique que si elle exprime une volonté d'encourager une démarche vers la qualité.

Notre société a besoin d'associations qui veulent et savent jouer un rôle d'acteurs intermédiaires et qui permettent ici un enrichissement de la démocratie, ailleurs une action adaptée au plus près aux besoins d'un espace social.

Nous pouvons donc souhaiter que l'action des associations soit évaluée de façon qualitative, au plus près, dans l'instant ... ce qui suppose une vigilance permanente et une grande ouverture d'esprit.

Les comptes rendus sont utiles mais les dossiers ne reflètent pas toujours la qualité de l'action.

Dans un domaine aussi délicat, aussi fluctuant, il serait souhaitable que l'attitude de l'Etat serve d'exemple aux responsables des collectivités locales.

Gilbert BARRILLON
Novembre 2005

Les violences urbaines de novembre 2005 n'ont surpris que ceux qui avaient fait le choix de fermer les yeux depuis trop longtemps, et donné l'image étrange d'un pays qui n'a trouvé d'autres réponses que l'Etat d'urgence.

En réalité, les forces de police ont fait preuve d'un sang froid remarquable, les élus ont joué pleinement leur rôle et gageons que le travail de terrain de nos services avec le tissu associatif, malgré les modestes moyens accordés aux uns et aux autres, aussi.

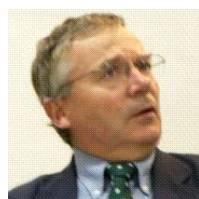
Robert POULIQUEN dresse ci-dessous dans une tribune libre, le tableau de ce qui est et de ce qui pourrait être de notre action professionnelle. Notre Ministre a évoqué quelques pistes dans le cadre du séminaire de Chatenay-Malabry du 14 décembre ...

Au plan syndical, les secrétaires généraux de l'UNSA-éducation et de l'UNSA-police ont publié une analyse commune remarquable, estimant qu'il faudra « définir ce qui s'est défait sous nos yeux, quelle partie du pacte républicain a volé en éclat et comment le reconstruire sans le dénaturer ». Ils ont appelé à des Etats généraux des cités et banlieues.

Le Conseil National de l'UNSA-éducation du 16 novembre a également demandé la tenue d'Etats généraux de la mixité sociale.

Le SEJS, pour sa part, a défini des axes d'action syndicale lors de son bureau national du 1^{er} décembre.

LA CRISE DES BANLIEUES



Sans égales en Europe, les émeutes des jeunes de novembre 2005 resteront dans l'histoire de notre pays, comme la crise de mai 1968, mais pour des raisons plus sombres. André MALRAUX n'est plus là pour les analyser. Malheureusement, nous pouvons le faire sans lui, tant les causes sont évidentes : relégation et « ghettoïsation » de certains quartiers périphériques des grandes villes, immigration mal gérée ou maîtrisée, chômage, pauvreté et le reste, même la haine.

Depuis l'explosion de Vaux-en-Velin dans la banlieue de LYON en 1990, la situation s'est lentement et sûrement aggravée jusqu'au paroxysme. Qui peut se dire vraiment surpris ? Quel politique, quel citoyen, sérieusement, pouvait dormir tranquille ? Une seule chose rassure à présent : personne ne pourra plus dire qu'il ne savait pas.

C'est mieux ainsi car il aurait été déplacé de demander des comptes à un ministre qui dispose de 0,20% du budget de l'État et de moins de 6.000 fonctionnaires.

Ce simple rappel de proportionnalité positionne notre responsabilité passée et à venir. Il rappelle l'indigence de nos moyens face à l'enjeu civil et social de la paix des banlieues. Il met à jour aussi, cruellement, une sorte d'imposture ancienne qui consiste à faire croire qu'en France un ministère de la Jeunesse peut répondre pleinement aux besoins de la jeunesse, qu'une D.N.O peut peser sur leur avenir et que des contrats éducatifs locaux peuvent changer leur vie.

Nous ne sommes que la mouche du coche. Sachons qu'une mission locale d'insertion d'un chef lieu de département représente un effectif de personnel voisin de celui d'une DDJS. Notre rôle ne peut être que très modeste, en l'état de notre fonctionnement actuel.

La révolte des cités signe l'échec des politiques publiques à leur égard depuis environ 20 ans, comme l'échec de la nation face à une partie d'elle-même. Nous sommes tous un peu responsables des discriminations qui ont poussé les jeunes à cette extrémité. On ne sortira du fatalisme naissant que par une volonté politique forte à l'instar de celle qui a présidé à la réduction de l'hécatombe routière, et par un plan énergétique de discriminations positives visant l'emploi, le logement et l'éducation.

Si, dans cet élan, le ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative désire voir son administration quitter le terrain de l'incantation pour celui de l'action, il doit procéder à un *aggiornamento* des missions et des pratiques traditionnelles de ses services déconcentrés, déplacer les priorités, élaguer sévèrement le taillis des dispositifs en tout genre. Il doit précipiter une réflexion professionnelle sur ce qu'il convient de faire dans les quartiers difficiles. Il doit gravement interroger ses orientations et celle de ses prédécesseurs qui ont érigé en dogme l'objectif de concerner tout le monde par le sport pour tous, la lecture pour tous ou l'envie d'agir pour tous, sans se rendre compte, à l'expérience, que c'est la meilleure manière de marginaliser encore un peu plus les publics déshérités. Il est avéré en effet que cette stratégie sans frais sert d'abord les publics sans problèmes et creuse, à terme, un peu plus les écarts culturels ou sociaux. Le ministre doit libérer enfin libérer l'initiative.

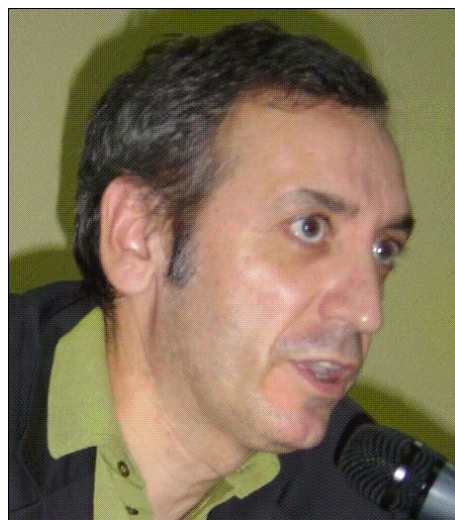
On sait confusément qu'il faut redonner l'espérance aux populations déshéritées et rétablir la sécurité. Nous sommes formés seulement pour le premier volet. Nous en savons assez pour dire aujourd'hui, sous réserve que les questions fondamentales de l'immigration, de l'emploi, du logement et de la sécurité puissent progressivement être réglées :

- qu'il faut une charte de « vivre ensemble » dans les quartiers concernés,
- que la restauration du lien social et des sentiments d'appartenance est un travail de fourmi et de longue haleine à conduire avec les résidents et les associations de proximité qu'il nous appartient de soutenir vigoureusement,
- que chaque service de l'Etat doit s'approprier la démarche d'intégration en faisant siennes les contraintes et les ressources de l'autre administration.

De manière concomitante, une action en profondeur doit être entreprise de façon ciblée auprès des enfants et des adolescents pour leur permettre de progresser dans une éducation non formelle et de se prémunir contre toutes les dérives.

Tribune libre

Les secrétaires généraux de l'UNSA-éducation et de l'UNSA-police ont rédigé un texte commun au moment où la France connaît des violences urbaines sans précédent. Au delà du nécessaire rétablissement du calme et de l'ordre républicain, Patrick GONTHIER et Joaquin MASANET estiment qu'il faudra "définir ce qui s'est défait sous nos yeux, quelle partie du pacte républicain a volé en éclats et comment le reconstruire sans le dénaturer". Et demandent des Etats généraux des banlieues.



Quartier en péril

Les provocations étaient inutiles. Les exactions, les violences, les dégradations sont insupportables. De nuit en nuit, le nouvel incendie social qui ravage les cités détruit aveuglément des

véhicules, des commerces, des bâtiments identifiés aux services publics, mais aussi ces lieux d'intégration que demeurent les écoles publiques dans des quartiers parfois à l'abandon. Il y a urgence à rétablir le calme et l'ordre républicains. Il y a urgence à protéger des populations déjà fragilisées qui le sont davantage encore quand leurs biens, et parfois leurs personnes, sont atteints. Il y a urgence à garder le sang-froid que nécessite une telle situation : les fonctionnaires, policiers ou personnels d'éducation, qui représentent l'Etat et surtout l'égalité devant la loi et l'accès aux services publics, doivent exercer toutes leurs tâches sans crainte. Il ne peut y avoir de zones de non-droit.

Au-delà de l'actualité et de l'urgence immédiates, il sera temps, dans les prochains jours, de définir ce qui s'est défait sous nos yeux, quelle partie du « pacte républicain » a volé en éclats et comment le reconstruire sans le dénaturer ; au-delà des inacceptables violences commises, il sera temps de réfléchir aux frustrations accumulées, au sentiment d'injustice qui dominent des cités de relégation.

Le gouvernement est confronté à une crise majeure. Cette crise peut entraîner une réorientation de la politique suivie ou accélérer les processus de sécession de quartiers en péril. Il n'y a pas de quartiers difficiles, il y a surtout des quartiers qui ont été mis, au fil des années, en difficulté par le retrait, faute de budgets et de moyens suffisants, des services publics nécessaires à leur équilibre. Ces quartiers ont subi les réductions des aides qui leur servaient d'ap- puis : victimes, leurs habitants ont été transformés en accu- sés réunis sous le même vocable. Oubliant les réussites de nombreux habitants, leur engagement associatif et tout simplement citoyen, les critiques en stigmatisant ces quar- tiers ont renforcé les sentiments d'abandon et d'exclusion.

Cela doit cesser. Le dialogue social qui a souvent été vidé de son sens à de trop nombreuses reprises doit enfin re- trouver une place autre que celle d'un artifice ou d'un alibi. Les organisations syndicales représentatives doivent être associées aux réflexions. Leurs propositions doivent être entendues. Des « Etats Généraux des cités et des ban- lieues » sont à organiser. Il faut sortir du mutisme, il faut à tout prix sortir de l'affrontement. Des réunions multiples doivent pouvoir aussi, dans les prochaines semaines, se tenir dans ces lieux de dignité et d'intégration que sont les établissements scolaires pour réfléchir, avec tous les ac- teurs de l'éducation, mais aussi avec la police et la justice, à enrayer l'exclusion, à frapper d'interdit les discrimina- tions.

L'ordre républicain ne se décrète pas. Il est aussi fait d'as- sentiment et d'adhésion aux valeurs qui le fondent. L'égalité des chances est en recul. Les jeunes issus de l'immigra- tion sont et de loin les plus exposés au chômage. Les en- tretiens d'embauche se raréfient selon son nom, sa couleur de peau ou son « ghetto ». Cela doit cesser. Ces discrimi- nations, ces injustices créent du ressentiment et génèrent de la violence. La laïcité doit être à la fois défendue et sou- tenue. Elle n'est pas contrairement à ce qu'affirment des responsables ministériels une question mais une réponse. Les religions doivent être laissées à leur place. Il n'y a pas à chercher d'accommodements ou d'alliances avec les res- ponsables religieux. L'appartenance citoyenne seule doit l'emporter. L'égalité est aussi à ce prix.

La République ne peut accepter cette violence qui la défi- gure. Après cet incendie social, il faudra reconstruire notre capacité à vivre ensemble, notre capacité à faire du res- pect de toutes les institutions et de toutes les personnes, quelles que soient leur origine, la base renouvelée de notre pacte républicain.

Section Nationale des Retraités

Défense des services publics

FGR-FP Circulaire 2005/2006 : n° 13 (14.11.2005) –
origine : Jacques Maurice –

La FGR-FP prend part au débat sur la défense des services publics en milieu rural. Depuis 2003 diffé- rents événements se sont produits, notamment dans le département de la Creuse, pour mettre en exer- gue le désengagement de l'État en matière de Ser- vices publics : assises départementales, démissions d'élus, création de collectifs de défense, manifesta- tions de rue.

De son côté l'État a répondu en installant en mars 2005 à l'initiative du premier ministre Jean Pierre Raffarin, une « conférence nationale sur les Servi- ces Publics en territoires ruraux ». Celle-ci doit rendre ses travaux à la mi novembre. Le Bureau national de la FGR-FP, à cette occasion, a décidé d'une expression publique sous la forme d'un com- muniqué de presse joint en annexe. Nous rappelons brièvement quelques exigences pour que la gestion des territoires ruraux soit synonyme de Services Publics de qualité pour tous les citoyens. Ce cane- vas peut servir de base à une expression départe- mentale sur ce thème en y ajoutant des exemples locaux puisés dans l'actualité.

Ici ou là on parle de fermetures de trésoreries, d'écoles, de bureaux de poste. Ajoutons-y, le ha- sard fait bien les choses, des extraits d'une inter- view du ministre délégué à l'Aménagement du territoire, Christian Estrosi, au journal de la Haute Marne du 12 novembre, avant sa visite dans ce département, le 14 novembre : « Q : La conférence nationale sur les services publics en milieu rural rédige une charte. Qu'en pensez-vous ? C.E. : J'en attends de grandes avancées. Nous étions engagés depuis près de 20 ans, dans notre pays, vers un désengagement de l'Etat dans un certain nombre d'activités liées au service public.

Je pense aux trésoreries, à certaines subdivisions de l'Équipement, à l'école, aux hôpitaux ruraux. J'ai décidé avec Nicolas Sarkozy le 2 août dernier d'y mettre un terme en adressant une circulaire à tous les Préfets de France et en leur disant : ça suf- fit, on ne ferme plus rien. On demande, en paral- lèle, à tous les élus locaux dans la ruralité de se saisir de leur propre projet de modernisation. On ne décide plus depuis Paris d'une manière unilaté- rale.

La France est diverse, nous devons respecter les acteurs locaux avec des problèmes qui sont bien souvent différents... » On a envie de souscrire tout de suite et de dire « chiche », on ne ferme plus rien ! Le ministre annonce également des proposi- tions de Nicolas Sarkozy devant le prochain congrès des maires (21 et 22 novembre), assorties de moyens financiers... En somme il n'y aurait pas lieu de se plaindre et de revendiquer. Nous som- mes preneurs d'exemples départementaux prouvant que la réalité sur le terrain ne correspond pas aux déclarations ministérielles.

Section des Retraités (suite)

Communiqué de presse :
« POUR DES SERVICES PUBLICS
DE QUALITE PARTOUT ET
POUR TOUS. »

La Fédération générale des retraités de la Fonction publique (FGR-FP) rejette les politiques de privatisation et de démantèlement des services publics. La Conférence nationale sur les services publics en territoires ruraux doit publier ses conclusions à la mi-novembre. A cette occasion la FGR-FP rappelle son exigence de services publics de qualité partout et pour tous. Les Services Publics sont indispensables pour assurer l'égalité et la solidarité entre tous les citoyens. Tous les aspects de la vie quotidienne sont concernés, de la petite enfance aux services à la personne (âgée ou handicapée), des transports à l'énergie, de l'éducation à la recherche, de l'emploi à la santé. La gestion des services publics ne doit pas relever d'une logique de rentabilité financière et de profits. La FGR-FP conteste les décisions déjà prises et les projets envisagés qui ont déjà pour conséquences la destruction de l'emploi public et la réduction des services rendus aux citoyens. Paris, le 14 novembre 2005 - Jacques Maurice - Secrétaire général de la FGR-FP - contact : 06.82.28.46.09

Congrès 2005 de Marly-le-Roi

La réunion de la section dans l'après-midi du 21 octobre préluait à la synthèse des travaux du lendemain matin. Nous étions 16 collègues animés du désir de travailler à la pérennité et à l'élargissement de notre structure et à son intégration fonctionnelle au sein du syndicat recomposé, en voie de constitution et diligenté par les actifs du SNIJSL et du SNIPJSL.

Après avoir rendu hommage –et observé une minute de silence- aux trop nombreux collègues qui nous ont quittés lors de l'exercice précédent : Louis Haeringer, Maurice Dupouy, Marcel Amstuz, Marcel Davaine, André Delsol, Georges Dransart, Raymond Grimal, Roger Masse, Pierre Campens, Michel Sorba, Michel Roncier (fauché alors qu'il était en activité) et après avoir excusé les syndiqués qui nous avaient prévenus de leur absence, nous avons tenu à adresser un programme qui s'inscrive en symbiose totale avec les synergies développées par ailleurs.

Nous avons ainsi abordé l'annexe 1 des statuts proposés, passant rapidement sur l'option 2 dont le contenu était aisé à appréhender dès lors qu'on avait bien pensé celle qui précédait.

Un certain nombre d'innovations nous ont paru déterminantes concernant ce « syndicat de l'Encadrement de la Jeunesse et des Sports » appelé dans un premier temps à regrouper inspecteurs et inspecteurs principaux en l'attente de s'ouvrir à d'autres personnels d'encadrement relevant du même champ professionnel : sections territoriales (régions administratives), sections nationales thématiques (pour l'instant : directeurs régionaux, chefs d'établissement, retraités), conseil national (représentation élargie en présence du B N ayant pour vocation la réflexion, la proposition, le contrôle, l'information, la liaison), bureau national avec mandat non limité dans le temps (sauf désaveu de l'A.G.) mais renouvelable par moitié chaque année, période transitoire de deux ans durant laquelle le syndicat est administré par un bureau national provisoire composé de l'addition à parité des membres des B N des deux syndicats, les délégués des sections thématiques assistant de plein droit aux réunions de ce B N provisoire.

De cette formulation il ressort que : chaque retraité relève aussi de sa section territoriale, chaque retraité vote au même titre que les actifs lors de l'A.G., (y compris en bénéficiant des pouvoirs –maximum 4- que peuvent leur confier les collègues absents), la section des retraités sera représentée au B N par son délégué ou par son délégué adjoint (par extension son trésorier).

Clause statutaire importante : la section thématique des retraités conserve son autonomie de gestion et donc de fait une certaine autonomie de fonctionnement sous la réserve bien entendu que cette dernière s'inscrive dans la composante fonctionnelle du texte général et que celle qui la précède soit présentée –et si nécessaire discutée- en assemblée générale. Dans cette perspective et pour que notre structure respecte l'esprit des textes, « le B N retraités » (représenté par trois personnes seulement) sera renouvelable chaque année.

Aussi, dans le cadre nouveau de ce droit de vote qui nous est consenti –et qui nous honore- les seniors s'engagent, dans les instances décisionnelles, à respecter les voies de l'éthique et de la raison : pas de lobby et un comportement individuel scrupuleux lorsqu'il s'agit de problèmes qui s'adressent pour l'essentiel à ceux qui travaillent.

Au cours de cette réunion spécifiquement « retraités » nous avons tenu à remercier, pour leur actif engagement, Robert Hess (toujours aussi fidèle et solidaire), André Augé (et son assiduité) et Michel Garcia, ce dernier bénéficiant d'une attention particulière dans la mesure où il s'est porté volontaire pour mettre en place le congrès malgré l'éloignement de son domicile.

Enfin, après adoption des rapports d'activités et financiers un nouveau « bureau » a été mis en place : André Augé délégué, Rémi Viénot délégué adjoint, Michel Garcia, trésorier. Pour reprendre une formule très en vogue dans la marine, souhaitons BON VENT à la nouvelle équipe.



LA PARTIE FESTIVE DU CONGRES

Grâce à notre ami Michel Garcia la partie festive du congrès a été une réussite : accueil chaleureux des premiers arrivants au Rallye dès le 19 au soir, journée du 20 à Saint Germain en Laye, le vendredi 21 visite commentée du musée de Marly et Louveciennes, enfin promenade guidée du vieux Marly. Captivés par la compétence érudite et pédagogique des accompagnatrices professionnelles qui nous ont fait découvrir et aimer ces lieux chargés d'Histoire et d'émotion, nos collègues et pour celles qui étaient présentes leurs épouses, ont partagé des moments remplis d'agréable et douce convivialité.

LES TRIBULATIONS D'UN GARS DE LA MARINE

C'est drôle, c'est cocasse, c'est vivant. Dans un monde où de nouveaux prophètes voudraient nous imposer une pensée unique, où les repères se perdent, où le quidam vit au rythme alterné d'un travail stressant et d'une télévision anesthésiante quand ce n'est pas dans la situation révoltante ou insoutenable du chômage ou de l'illettrisme, ce petit roman du collègue Jolly dénommé « **Le gars de la marine** » est un charmant bijou, bien ciselé, où se dévoilent et s'enchevêtrent -dans un style aérien et souvent élégant qui ne s'embarrasse d'aucune fioriture- réalisme, verve, humour et dérision. Un parler franc qui ignore la langue de bois et qui a le grand mérite -au cœur d'une période actuellement morose- de diminuer la funeste adrénaline en nous faisant rire sans retenue. Bravo Raymond ! ! Pour tout collègue intéressé s'adresser à Raymond Jolly - Le Concordia 192 rue Paccard 74400 Cha-

Assemblée Générale du samedi matin

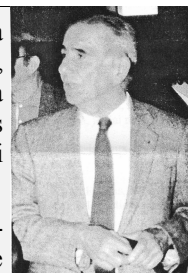
En ma qualité de responsable du secteur « retraités », j'ai tenu à féliciter chaleureusement les collègues Bernard Brodu, Michel Chauveau, Philippe Chaussier, Isabelle Becu-Salaün et les équipes auxquelles ils sont associés pour la qualité de la concertation et du débat qui les ont conduits à la création d'un nouveau syndicat. Cette symbiose devrait, par le champ d'activités qu'elle élargit et qu'elle définit, par l'augmentation du nombre de syndiqués au sein d'une même structure, développer une capacité d'action destinée à mieux défendre l'intérêt légitime de chacun des collègues tout comme les valeurs qui sont celles, éminemment honorables, d'un service public dynamique relevant d'un État soucieux de l'intérêt général, de l'égalité de traitement des citoyens et responsable de la cohésion nationale. Dans ce processus, le travail intergénérationnel paraît indispensable à une réflexion et à une action sous-tendues par l'expression du sens et des valeurs. Le dramaturge William Faulkner écrivait « Le passé n'est jamais mort, il n'est même pas passé ». Faut-il encore que ce dernier ne soit pas revisité par une historiographie officielle qui fait fi des archives, des traités, des écrits, des documents d'époque, des témoignages... ainsi que cela se voit actuellement dans de très nombreux pays parmi lesquels le nôtre n'est malheureusement pas mal placé. Dans son « 1984 » George Orwell remarquait : « ... Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé ». Manière détestable de traiter la réalité et les... citoyens. Nous concernant, l'Histoire de notre syndicat, indispensable pour mieux comprendre le présent, menée par de jeunes collègues actifs ayant une formation universitaire adaptée, pourrait être élaborée. Abordée selon les principes mêmes de la recherche, enrichie d'éventuels témoignages, elle serait œuvre utile. Je crois savoir d'ailleurs qu'au moins un syndiqué actif serait actuellement, au niveau de l'idée, intéressé par une semblable initiative. **Georges Gonzalez**

Section des Retraités (fin)

Réflexions d'après Congrès

Disparitions

Francis GUENOT, né le 8 mai 1916 à Dôle, nous a quitté le 10 octobre dernier, dans son village de Perrigny, dont il fut à deux reprises adjoint au Maire. Pierre LEWIS nous a transmis un article retraçant la carrière de Francis GUENOT, dont voici quelques extraits.



Instituteur formé à l'Ecole Normale de Dijon, sa première affectation fut l'école de Lamarche, en Côte d'Or. Il devance l'appel en 1939 et est nommé sous-lieutenant. Il est très grièvement blessé le 5 juin 1940, lors de la bataille de la Somme. Résistant à partir de 1941, il entre au « service de la Jeunesse et des Sports » en 1944, comme assistant, puis inspecteur, et, en 1966, comme directeur départemental.

Son passé de combattant et de résistant lui conférait un rayonnement qu'il mettait au service des associations sportives et socio-éducatives qui se reconstituaient alors. Il marqua le département du Jura de son empreinte, en fondant notamment, en 1947, ce qui allait devenir la plus grande association sportive et culturelle de Lons le Saunier. Il contribua à la réalisation de l'Ecole des Neiges à Lamoura ; il implanta une base de loisirs au bord du lac de Chalain, qu'il fit visiter au Ministre Maurice HERZOG. Ce dernier en fit le centre national des sports de plein air, devenu aujourd'hui le CREPS de Franche-Comté.

Très apprécié de ses collègues pour sa grande simplicité, Francis GUENOT savait nouer de profondes relations humaines avec les professionnels et les bénévoles de l'animation, comme avec les politiques du département afin d'aboutir à des actions concrètes au service de toute la population.

Il reçut les insignes de chevalier de la Légion d'Honneur le 5 novembre 1950 des mains du Président de la République, Vincent AURIOL. Il était également chevalier de l'Ordre National du Mérite, officier des Palmes Académiques et médaillé d'or de la Jeunesse et des Sports.

(à partir d'un texte de Pierre LEWIS)

Disparitions

*Le SEJS a eu la douleur d'apprendre en novembre dernier le décès de **Martine PAILLISSER**, épouse de notre collègue Jean-Bernard PAILLISSER. Le SEJS, les représentants des actifs et des retraités, et de nombreux collègues lui ont fait part de leurs sentiments attristés et de leur profonde solidarité.*

Le 4 novembre dernier, Gérard BERCHE, Inspecteur Général Honoraire, a représenté les collègues aux obsèques d'**Albert MARTIN**, né le 22 mai 1921.

« Mon cher Albert

Annie, ton épouse, m'a fait connaître ton souhait de discrétion et d'intimité dans ces derniers moments auprès des tiens.

Mais Jeunesse et Sports a toujours constitué une seconde famille pour toi et les quelques-uns ici présents, proches collaborateurs et collègues de travail ont tenu à honorer ta mémoire tout en respectant ta volonté.

Je passerai rapidement sur tes fonctions successives, toujours liées à l'éducation, voie que tu as choisie dès 1939 en devenant instituteur. Tu as été résistant durant la seconde guerre mondiale. Puis, en passant de l'Éducation Nationale à Jeunesse et Sports en 1953, comme beaucoup d'entre nous, tu as également fait le choix de l'éducation populaire, y compris à travers le sport. Je ne puis m'empêcher d'évoquer ton amour pour le football.

Tu as exercé tes fonctions à Vannes (de 1956 à 1959) puis à Saint Briec jusqu'en 1971. C'est à cette date que le ministre t'a nommé Directeur Régional à Grenoble. Mais, tu es un Breton profondément attaché à cette terre et dès 1974, tu rejoignais Rennes. C'est alors que je t'ai connu comme patron, comme beaucoup d'entre nous, durant les 7 années précédant ta retraite que tu as prise en 1981.

Un patron très consciencieux, très efficace, sachant promouvoir la politique du ministère mais aussi faire remonter les besoins et les attentes des services et du terrain, des personnels et des pratiquants de toute nature.

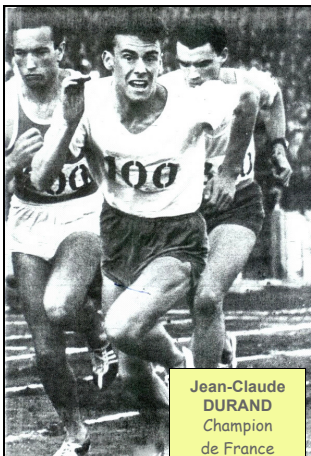
Ton travail, ton sérieux ont été reconnus à travers les plus hautes distinctions : médaille d'or de la Jeunesse et des Sports, commandeur des Palmes Académiques, officier de l'Ordre National du Mérite et chevalier de la Légion d'Honneur.

Mais, ce sont surtout tes qualités humaines que nous retiendrons aujourd'hui : être à l'écoute des autres, de ceux avec qui on travaille comme de ceux que l'on sert à travers un service public, c'est une qualité que tu as su développer au plus haut point. Le respect et la défense des personnes, leur promotion dans la vie, quelle que soit sa forme, associative, sportive, professionnelle, t'ont toujours tenu à cœur. C'est pourquoi Albert, tu t'étais fait beaucoup d'amis, tant dans nos services que dans le monde sportif – tous les dirigeants te connaissaient en Bretagne – ou encore dans le monde associatif.

Pour moi comme pour beaucoup d'entre nous, tu étais devenu un ami, un ami très cher ; et pour beaucoup d'entre nous, tu as contribué largement à notre épanouissement tant humain que professionnel.

Auprès d'Annie, ton épouse, de tes enfants et petits enfants et de ton frère, nous sommes venus ici ce jour pour témoigner de notre amitié et de notre reconnaissance.

Adieu Albert, mon cher ami. »



Jean-Claude
DURAND
Champion
de France
du 800 m
en 1962

Le 6 décembre dernier disparaissait à son domicile à BREHAL, dans la Manche, notre collègue et ami **Jean-Claude DURAND**, après de longs mois de souffrances.

Ses obsèques furent célébrées à l'église Notre Dame de l'Espérance de BREHAL, le vendredi, 9 décembre et l'enterrement a eu lieu au cimetière de cette commune située non loin des bords de la Manche.

Notre Syndicat de l'Encadrement de la Jeunesse et des Sports, actifs et retraités réunis, avait déposé une gerbe, ainsi que le Conseil des chefs d'établissement et les collègues de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Philippe LEBRIS, DJS de la Manche et quatre de nos collègues retraités ont assisté aux cérémonies d'adieu de notre collègue : Bernard DEBANNE, Jacques DONNADIEU, Robert POIRIER et Robert HESS. Ce dernier, au nom du Syndicat de l'Encadrement de la Jeunesse et des Sports et plus particulièrement de la section des retraités, devait prendre la parole devant la tombe ouverte de notre collègue.

« A Jean-

Claude, mon ami

Alors que tu fêtais tes 67 ans, le 1er mai dernier, cela faisait 35 ans que nous nous connaissions et que nous avons commencé un long cheminement commun d'amitié et de complicité.

C'était en mai 1970. Tu étais un assistant Jeunesse et Sport de Rouen et moi un directeur d'école de Lorraine. Le hasard a fait que nous passions ensemble le concours d'inspecteur Jeunesse et Sports et nous étions une sorte de « tandem » lors des épreuves du concours au 34 rue de Châteaudun à Paris où se situait alors le Secrétariat d'État de la Jeunesse et des Sports.

Certes, je connaissais déjà, de nom et de renom, l'athlète Jean Claude DURAND, champion de France du 800 m et je savais qu'un ennui de santé t'avait empêché de participer en 1964 aux J.O. de Tokyo. Je crois aussi savoir que tu détiens toujours le record de France du relais 4x440 yards, et tu en étais fier !

Nous étions donc reçus, tous les deux, au concours d'inspecteur de la Jeunesse et des Sports !

Nous avons été nommés dans l'Académie de Caen, tous les deux, moi dans le Calvados et toi dans la Sarthe, alors rattachée à l'Académie de Caen. Tu étais l'adjoint, toi, du regretté Robert CASTAGNAC qui avait été mon prof. de gym. à moi en Alsace. Et moi j'étais le collègue d'André PUTS, trop tôt disparu, lui aussi, et que tu avais bien connu à Rouen.

Tu as quitté notre région dès 1972 pour les LANDES où tu es resté jusqu'en 1975. Puis tu es revenu en Basse Normandie, en 1975, au moment où je la quittais pour l'Ile de la Réunion.

Tu as rejoint la Manche où tu as été un directeur départemental unanimement apprécié pendant 11 années et ils sont nombreux, ceux qui, dans ce département, se souviennent de toi.

Pour ma part j'ai rejoint la Basse-Normandie pour prendre la direction du CREPS d'Houlgate en 1984, et, à nouveau, nous avons travaillé ensemble pendant deux ans. En 1986, tu as fait comme moi : tu es devenu directeur de CREPS, 9 ans à AIX en PROVENCE, puis 5 ans à BOULOURIS où tu as terminé ta carrière active en l'an 2000 pour revenir prendre ta retraite, comme moi, dans cette Basse-Normandie qui a bien voulu nous adopter.

Que de croisements de chemin nous avons vécus, mon cher Jean-Claude, et c'est avec une tristesse énorme que je te vois prendre aujourd'hui ce chemin que nous prendrons tous un jour mais qu'à 67 ans tu as pris trop tôt.

Au nom de tous nos collègues, actifs et retraités, de la Grande Normandie à cette région Provence-Alpes-Côte d'Azur que tu as aimée en passant par l'Aquitaine, de nos camarades réunis dans les syndicats nationaux des corps d'inspection de la Jeunesse et des Sports, nous exprimons à ton fils Arnaud, à ta belle-sœur Andrée qui t'a accompagnée pendant tes longues journées de souffrance et à toute la famille, nos sentiments de sympathie et d'amitié. »